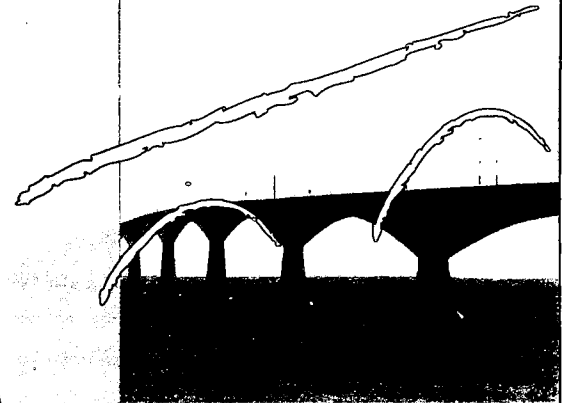


DOC  
CA1  
EA442  
2005D21  
EXF

canadaeuropa



19 juin 2005  
Niagara-on-the-Lake  
Canada

Sommet Canada-Union européenne  
Déclaration conjointe

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01019450 7

---

DOCS  
CA1 EA442 2005D21 EXF  
Canada-European Union Summit joint  
declaration June 19, 2005,  
Niagara-on-the-Lake, Canada. --  
18888980(E) 18888982(F)

AIMLI Doc  
c.1

19 juin 2005

64223962 (F)  
64223913 (E)

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères  
AOUT 13 2009  
Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

**SOMMET CANADA-UNION EUROPÉENNE**

**DÉCLARATION CONJOINTE**

**Niagara-on-the-Lake, Canada**

Nous, dirigeants du Canada et de l'Union européenne (UE), sommes réunis aujourd'hui à Niagara-on-the-Lake pour faire fond sur notre excellente coopération et renforcer notre partenariat.

Notre partenariat est solide. Nous entretenons depuis longtemps de saines et dynamiques relations qui reposent sur des valeurs communes – le pluralisme politique, la démocratie, la primauté du droit, les droits de la personne et l'égalité entre les sexes –, et sur des intérêts communs, comme l'édification d'institutions multilatérales efficaces et d'une économie mondiale fondée sur des règles et sur le libre-échange.

En outre, nous sommes encouragés par l'esprit de coopération renouvelé qui a ravivé les relations transatlantiques et favorisé l'émergence d'un climat de travail positif et pragmatique, permettant à tous les membres de la communauté transatlantique de passer outre à leurs différences et d'avoir un dialogue fécond sur plusieurs dossiers épineux.

**Les relations Canada-UE**

Le Canada et l'UE attachent tous deux beaucoup d'importance à ces relations. Nous nous sommes mutuellement reconnu le statut de partenaire stratégique dans deux déclarations récentes : l'Énoncé de politique internationale du Canada d'avril 2005 et la Stratégie européenne de sécurité de décembre 2003. Cette reconnaissance mutuelle transparaît aussi clairement dans le Programme de partenariat que nous avons entériné à notre précédent sommet, en mars 2004.

Les 55 initiatives conjointes de ce partenariat témoignent de la vitalité de nos relations et alimentent la collaboration Canada-UE dans cinq domaines clés : la sécurité internationale et un multilatéralisme efficace, la prospérité économique au niveau mondial, la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (JAI), la coopération face aux défis mondiaux et régionaux, et le resserrement des liens entre les peuples de l'UE et du Canada. Notre coopération dans le cadre du Programme de partenariat au cours des 15 derniers mois a donné d'excellents résultats dans tous ces domaines, mais tout particulièrement en matière de sécurité et d'économie.

Nous nous félicitons de l'aboutissement de nos négociations en vue d'un Accord sur le traitement des données relatives à l'information préalable sur les voyageurs et aux dossiers passagers (IPV/DP). Cet accord témoigne concrètement de notre volonté commune de renforcer la sécurité, tout en protégeant les droits de la personne et les libertés fondamentales. Nous attendons avec intérêt l'approbation officielle de cet accord dans les mois à venir.

(F) 286-988-91  
18-888-980 (E)

19 juin 2005

Nous nous félicitons également de la conclusion des négociations relatives à un Accord cadre sur la participation du Canada aux opérations de gestion de crises dirigées par l'UE.

Nous avons mené à bien le premier cycle de négociations officielles consacrées à un accord visant à renforcer le commerce et l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'UE. Cet accord porte sur les principaux défis et possibilités que présentent les relations Canada-UE en dehors des questions tarifaires; il répondra aux besoins de nos milieux d'affaires respectifs en mettant l'accent sur les priorités qu'ils ont cernées, dont l'importance croissante de la coopération en matière de réglementation et de l'investissement, des services, des marchés publics, des droits de propriété intellectuelle et de la facilitation des échanges. Nous attendons avec intérêt le prochain cycle de négociations, qui doit s'ouvrir au début de l'automne 2005.

Nous travaillons à renouveler, renforcer et élargir la portée actuelle de l'Accord renouvelant le programme de coopération en matière d'enseignement supérieur et de formation, notamment par l'ajout d'une coopération dans le domaine de la jeunesse, afin de stimuler la coopération en matière d'éducation et les échanges transatlantiques entre nos citoyens.

Nous réaffirmons notre engagement à coopérer étroitement sur les questions ci-après auxquelles doit faire face la communauté internationale.

### **Un multilatéralisme efficace**

L'un des grands axes du programme de coopération toujours plus vaste entre le Canada et l'UE dans les dossiers internationaux est la promotion d'un multilatéralisme renforcé et efficace centré sur les résultats plutôt que sur les processus.

Nous restons attachés à un système multilatéral fondé sur des règles et ayant les Nations Unies pour organe central. Un tel système incarne les valeurs fondamentales dont la concrétisation est essentielle à la sécurité et au bien-être de nos peuples respectifs et de ceux du monde entier.

À cet égard, nous saluons le rapport du Secrétaire général des Nations Unies intitulé "Dans une liberté plus grande", qui insiste sur l'interdépendance entre le développement, la sécurité et les droits de la personne. Nous nous engageons à ce que le plus grand nombre possible des propositions que renferme ce document soient consacrées dans un ensemble complet de décisions que prendront les chefs d'État et de gouvernement au Sommet des Nations Unies, en septembre 2005. Nous travaillerons ensemble afin d'atteindre cet objectif.

Nous appuyons fermement, entre autres priorités, la recommandation du Secrétaire général des Nations Unies visant à ce que les chefs d'État et de gouvernement adoptent le principe de la "responsabilité de protéger" comme fondement de l'action collective contre le génocide, la purification ethnique et les crimes contre l'humanité. Nous attendons avec intérêt que ces principes se reflètent dans les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Nous soulignons que la responsabilité première de la protection des civils appartient à l'État, mais que lorsqu'un État est incapable ou refuse d'assurer cette protection, ou qu'il est lui-même

l'auteur de crimes, la communauté internationale a la responsabilité d'agir sur la base de critères reconnus par tous.

Nous souscrivons en outre à la recommandation du Secrétaire général visant à ce que le Conseil de sécurité adopte une résolution établissant les principes qui éclaireront ses décisions futures relatives au recours à la force.

Nous appuyons fermement la création d'une Commission de consolidation de la paix, qui comblerait une lacune manifeste dans le système des Nations Unies et qui pourrait améliorer considérablement la gestion de la situation dans les pays qui se relèvent d'un conflit et prévenir la réapparition des conflits.

Nous appuyons fermement le renforcement des mécanismes de l'ONU relatifs aux droits de la personne, notamment le Haut Commissariat aux droits de l'homme et les organes créés en vertu d'instruments internationaux, ainsi que la création d'un Conseil des droits de l'homme efficace, légitime et crédible.

Nous appuyons également la proposition visant à améliorer les efforts de financement du développement.

### **Sécurité internationale et gestion des crises**

Le Canada et l'UE ont la même perception des grands défis en matière de sécurité internationale, à savoir le terrorisme, la menace que représente la prolifération des armes de destruction massive (ADM), les États déliquescents ou en voie de le devenir, les violations flagrantes et à grande échelle des droits de la personne, le crime organisé et la pauvreté, et appuient tous deux un multilatéralisme efficace et la responsabilité première de l'ONU pour ce qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales, ce qui nous incite à une coopération importante, tant dans la gestion des menaces mondiales que des crises régionales.

Dans le contexte de nos efforts conjoints visant à contrer la menace mondiale que représente le terrorisme, nous sommes unis dans le soutien que nous apportons aux activités de l'ONU dans ce domaine. Nous appelons tous les États membres de l'ONU à ratifier les conventions existantes sur le terrorisme et nous espérons que la Convention générale contre le terrorisme international aboutira le plus rapidement possible. L'UE et le Canada coopéreront pour offrir une aide au renforcement des capacités de lutte contre le terrorisme (formation, assistance technique et juridique) aux autres États qui ont besoin de ressources et d'expertise pour prévenir les actes de terrorisme et y répondre.

Le Canada et l'UE travaillent en étroite collaboration dans certaines régions dans le cadre de diverses missions internationales de gestion de crises. Nous nous félicitons l'un comme l'autre de la participation du Canada aux opérations civiles et militaires de gestion de crises menées par l'UE en Bosnie-Herzégovine et en République démocratique du Congo.

La participation active du Canada à de telles missions et son désir de continuer à y participer ont amené les dirigeants du Canada et de l'UE à conclure les négociations relatives à un Accord cadre sur la participation du Canada aux opérations de gestion de crises dirigées par l'Union européenne. Cet accord établit un cadre juridique précisant les modalités générales de la participation du Canada aux opérations de gestion de crises actuelles et futures dirigées par l'UE. L'accord sera soumis pour approbation officielle dans les mois à venir.

## **Enjeux régionaux**

### **i) Soudan/Darfour**

Le Canada et l'UE sont tous deux profondément préoccupés par les crises actuelles au Soudan et recherchent des solutions à ces crises. Notre coopération en vue d'appuyer les efforts que déploient les Nations Unies, le Mouvement du Croissant-Rouge, la Croix-Rouge et les ONG pour fournir une aide humanitaire au peuple du Soudan, et la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) ainsi que les efforts de paix, est sans précédent. Nous travaillons de concert depuis de nombreuses années avec toutes les parties aux conflits au Soudan et avec la communauté internationale pour parvenir à une paix et une réconciliation durables.

Nous avons réaffirmé notre volonté d'appuyer l'accord de paix global qui a mis fin à la guerre civile dans le Sud-Soudan, ainsi que le programme d'action pour l'après-Naivasha, afin de promouvoir une solution démocratique n'excluant aucun groupe. Sur la question du Darfour, nous avons réaffirmé notre soutien en faveur des pourparlers de paix menés sous les auspices de l'Union africaine (UA) à Abuja. Nous avons souligné notre ferme volonté d'aider l'UA dans son action continue visant à élargir sa mission au Soudan au cours des prochains mois en annonçant de nouvelles contributions importantes venant s'ajouter aux efforts déjà consentis.

Nous demeurons résolus à coopérer pour mettre fin à la violence au Darfour, appuyer des efforts de rétablissement de la paix viables dans le Sud-Soudan et faire naître une paix juste et durable que nous jugeons essentielle au règlement des conflits politiques qui ont causé tant de souffrance partout au Soudan.

Nous continuons à engager instamment tous les belligérants au Darfour à négocier un règlement pacifique et à s'abstenir des violations des droits de la personne et du droit international humanitaire qui continuent à mettre les civils en danger, y compris des actes persistants de violence sexuelle et sexiste dirigés contre les femmes et les filles. Nous sommes profondément préoccupés par le harcèlement constant dont sont victimes les organismes humanitaires. De plus, nous exhortons toutes les parties en présence au Soudan à coopérer avec la Cour pénale internationale conformément à la résolution 1593 du Conseil de sécurité de l'ONU.

### **ii) Afghanistan**

Bien que les progrès réalisés dernièrement soient encourageants, le Canada et l'UE reconnaissent que les défis que doit relever l'Afghanistan demeurent considérables et que la reconstruction exige un engagement soutenu et total de la part de la communauté internationale. Dans nos

délibérations d'aujourd'hui, nous nous sommes entendus sur la nécessité d'appuyer les élections législatives et provinciales devant se tenir prochainement et nous avons accueilli avec satisfaction la décision de l'UE de déployer une Mission d'observation des élections. Nous nous sommes félicités également de l'annonce récente du déploiement, en août 2005, d'une équipe de reconstruction provinciale dirigée par le Canada dans la ville méridionale de Kandahar. Celle-ci viendra s'ajouter aux équipes de reconstruction provinciale dirigées par des États membres de l'UE dans le nord et l'ouest de l'Afghanistan.

Nous sommes convenus de la nécessité de travailler ensemble pour appuyer les efforts de l'Afghanistan en vue d'établir des repères post-électorales qui, au-delà des enjeux initiaux de la stabilisation et des élections, intégreront des aspects du développement à long terme comme l'essor du secteur privé, le renforcement des institutions, la mise en place d'infrastructures et l'élaboration de politiques sociales, en insistant fortement sur l'intégration accélérée des réfugiés et des personnes déplacées dans le pays. Nous avons pris l'engagement de concerter nos efforts afin d'étendre l'autorité du gouvernement central afghan au-delà de Kaboul, de poursuivre la lutte contre les stupéfiants, d'appuyer la justice transitionnelle, de renforcer la primauté du droit et de promouvoir et protéger les droits de la personne, y compris les droits des femmes, en Afghanistan.

### **iii) Processus de paix au Moyen-Orient**

Le Canada et l'UE sont déterminés à aider les parties à saisir les occasions actuelles pour parvenir à une paix équitable, durable et négociée menant à une solution prévoyant deux États. Nous espérons un retrait israélien complet et coordonné de Gaza et de certaines parties du nord de la Cisjordanie, en conformité avec la feuille de route. Nous exhortons les parties à respecter leurs engagements et à ne pas prendre de mesures unilatérales susceptibles de préjuger de l'issue des questions relatives au statut définitif. Nous accueillons avec satisfaction et appuyons les mesures prises par le Président Abbas afin de prévenir la violence et de mettre en œuvre des réformes en matière de sécurité. Tout en demeurant préoccupés par l'absence de débouchés économiques pour les Palestiniens, nous nous réjouissons de la mission de l'envoyé spécial du Quatuor, M. Wolfensohn, et nous l'appuyons. Le Canada et l'UE coopèrent en vue de renforcer la capacité de l'Autorité palestinienne de promouvoir la sécurité, la bonne gouvernance et le développement économique en Cisjordanie et à Gaza, y compris l'essor du secteur privé et la création d'emplois. La participation canadienne à la mission d'observation des élections présidentielles palestiniennes menée avec succès par l'UE en janvier témoigne de cette coopération.

### **iv) Liban**

Le Canada et l'UE notent le récent retrait des troupes syriennes du Liban et le retour imminent de l'équipe de vérification des Nations Unies dans ce pays. Nous appuyons pleinement le travail du Secrétaire général et nous exhortons toutes les parties à mettre en œuvre pleinement la résolution 1559. Nous appuyons les efforts déployés par la commission d'enquête indépendante pour identifier les responsables de l'assassinat de l'ancien premier ministre, M. Hariri, afin qu'ils puissent être traduits en justice. Nous condamnons la poursuite des assassinats politiques au Liban et sommes très préoccupés par la déstabilisation politique qu'ils entraînent. Nous

déplorons les actes commis à la frontière israélo-libanaise, qui risquent de provoquer une escalade de la violence dans la région. Nous appuyons les élections législatives en cours au Liban, où des observateurs canadiens se sont joints à la mission d'observation de l'UE.

**v) Iran**

Le Canada et l'UE, de concert avec d'autres partenaires, continuent de collaborer très étroitement pour parer à la menace de prolifération que pose le programme nucléaire de l'Iran. Nous appuyons les efforts de l'UE visant à négocier avec l'Iran un accord à long terme qui donnera des garanties objectives que le programme nucléaire de l'Iran n'est destiné qu'à des fins pacifiques. Nous insistons sur l'importance du maintien de la suspension de toutes les activités d'enrichissement d'uranium en Iran et des activités de retraitement, comme convenu dans l'accord de Paris. Le Canada et l'UE réaffirment également que l'Iran doit coopérer pleinement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et invitent l'Iran à ratifier le Protocole additionnel de l'AIEA.

Le Canada et l'UE enjoignent l'Iran à promouvoir la primauté du droit et à améliorer le respect des droits de la personne, notamment en ce qui concerne la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de presse, l'indépendance du pouvoir judiciaire et le traitement des minorités religieuses et ethniques. Nous partageons des préoccupations communes en ce qui concerne la détention arbitraire et le traitement des prisonniers.

**vi) Irak**

L'UE et le Canada attendent avec intérêt la Conférence internationale sur l'Irak qui aura lieu à Bruxelles les 21 et 22 juin et qui permettra au gouvernement de transition iraquien de présenter ses priorités, sa vision et ses stratégies pour la période de transition dans les trois domaines énoncés dans la résolution 1546 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à savoir le processus politique, les défis économiques et la reconstruction, ainsi que les questions ayant trait à la primauté du droit et à l'ordre public. Nous nous réjouissons de cette occasion qui s'offre à la communauté internationale d'exprimer son appui au gouvernement de transition iraquien et à ses institutions.

Nous sommes confiants que la conférence de Bruxelles fera naître une dynamique favorable pour les mois cruciaux à venir, au cours desquels l'Irak rédigera une constitution et élira un gouvernement constitutionnel. La reconstruction constitue un autre élément essentiel d'un Irak stable et démocratique. L'UE et le Canada s'entendent sur la nécessité de rendre les mécanismes de reconstruction multilatéraux plus efficaces, d'améliorer la coordination entre les donateurs, de donner une grande importance aux points de vue irakiens dans la détermination des priorités de la reconstruction, et de favoriser l'élargissement de la base des contributions. La conférence de Bruxelles ainsi que la réunion prochaine du Mécanisme des fonds internationaux pour la reconstruction de l'Irak permettront tout particulièrement de promouvoir ces principes.

**vii) Haïti**

Le Canada, l'UE et les États membres apportent d'importantes contributions à l'aide



internationale, y compris en menant des projets conjoints et en affectant du personnel policier et militaire à la mission des Nations Unies, afin d'aider à rétablir la sécurité et la stabilité et à favoriser la réforme et la reconstruction à long terme en Haïti. Nous sommes préoccupés cependant par la détérioration de la situation en matière de sécurité sur le terrain, et nous estimons qu'il est impératif de renforcer la présence des forces de sécurité des Nations Unies, en particulier durant la période critique qui précédera les élections qui auront lieu cet automne. Nous nous sommes entendus aujourd'hui sur le maintien de notre engagement en Haïti à long terme, et nous sommes déterminés à aider Haïti à tenir des élections à l'automne comme prévu, et à établir une solide gouvernance démocratique. Il est essentiel toutefois que les contributions annoncées par les membres de la communauté internationale à la Conférence de Washington en juillet 2004 soient versées dans les délais prévus.

#### **viii) Birmanie/Myanmar**

En ce jour qui marque le 60e anniversaire de la naissance de Daw Aung San Suu Kyi, éminente figure de proue de la démocratie et lauréate du prix Nobel de la paix, le Canada et l'UE demandent sa libération immédiate, ainsi que celle de tous les prisonniers politiques en Birmanie/au Myanmar. Nous appelons également le gouvernement à entamer un véritable dialogue avec toutes les parties concernées, en particulier la Ligue nationale pour la démocratie et les représentants ethniques, afin de parvenir à une solution politique durable en Birmanie/au Myanmar. Nous exprimons notre vive inquiétude au sujet de l'absence continue de progrès réels en ce qui concerne le respect des droits de la personne en Birmanie/au Myanmar.

#### **Changements climatiques et gestion des ressources mondiales collectives**

Le Canada et l'UE sont déterminés à mieux gérer et protéger les ressources mondiales collectives.

Les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis auxquels le monde est confronté. Nous partageons le même engagement à améliorer notre compréhension de la science des changements climatiques, à promouvoir l'efficacité énergétique ainsi que le développement et le déploiement de technologies et de ressources énergétiques propres et renouvelables, et à prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le Canada et l'UE accueillent avec satisfaction la priorité qui sera accordée aux changements climatiques au Sommet du G8 qui se tiendra prochainement à Gleneagles, en Écosse.

Aujourd'hui, nous avons réaffirmé notre volonté d'honorer nos obligations aux termes du Protocole de Kyoto durant la période comprise entre 2008 et 2012, et nous sommes convenus d'intensifier nos pourparlers sur la forme que prendra le régime international de mesures sur les changements climatiques au-delà de 2012. À cet égard, nous avons souligné l'importance de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques : Montréal 2005, pour faire avancer ce processus international. Nous coopérerons durant la présidence canadienne de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) pour réaliser des progrès en vue de dégager un consensus international sur le futur régime de mesures sur les changements climatiques.

Certains stocks de poissons continuent de décliner dans le monde et nous convenons que tous les pays doivent s'engager pleinement à faire un usage viable des ressources halieutiques si nous voulons réellement progresser dans ce dossier et renverser la tendance. Le Canada et l'UE continueront de s'assurer que tous les navires de pêche respectent les mesures de conservation adoptées par les organisations de gestion régionales des pêches et se conforment efficacement à celles-ci. Le Canada et l'UE vont poursuivre leur coopération productive au sein de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest (OPANO).

Nous avons réitéré les engagements pris dans la Déclaration de Saint-Jean découlant de la récente table ronde ministérielle tenue durant la Conférence sur la gouvernance internationale des pêches organisée par le Canada à Saint-Jean, Terre-Neuve et Labrador, du 1<sup>er</sup> au 5 mai 2005.

### **Dimension septentrionale**

Le Canada et l'UE rappellent les intérêts et sujets d'inquiétude qu'ils ont en commun, eu égard au Nord, comme ils l'ont indiqué dans leur Déclaration conjointe sur la coopération septentrionale de 1999 et leur Programme de partenariat de 2004. Nous avons déjà coopéré dans l'Arctique en ce qui concerne le développement durable et la protection de l'environnement. Nous sommes convenus aujourd'hui que nous devons aussi travailler étroitement sur les dossiers nordiques avec la Fédération de Russie, en tirant pleinement parti des mécanismes de dialogue existants dans ce domaine.

### **Coopération économique transatlantique**

Le Canada et l'UE sont des partenaires clés en matière de commerce et d'investissement et ils ont la conviction commune que la libéralisation du commerce et de l'investissement joue un rôle important pour ce qui est de stimuler la croissance et la prospérité mondiales.

En accord avec cette conviction, nous sommes déterminés à contribuer à la conclusion fructueuse des négociations de l'OMC relatives au Programme de Doha pour le développement. Nous avons pris aujourd'hui l'engagement de travailler avec diligence à l'établissement d'un système de commerce équitable pour l'agriculture, axé sur le marché, au moyen d'un programme de réforme fondamentale, à des améliorations réelles en matière d'accès aux marchés pour les produits non agricoles et les services, au développement de mécanismes plus clairs et plus prévisibles concernant les recours commerciaux et à l'intensification des mesures visant à faciliter le commerce. Nous nous sommes entendus sur la nécessité de réaliser des progrès concrets en matière de développement. Nous convenons que nous sommes préoccupés par le rythme des négociations à Genève, et nous appuyons vivement un engagement à haut niveau en faveur d'une accélération des pourparlers et de la réussite de la Sixième Conférence ministérielle, qui se tiendra à Hong Kong en décembre 2005.

Nous envisageons divers moyens de renforcer notre partenariat économique bilatéral au-delà de nos actuelles négociations sur l'Accord visant à renforcer le commerce et l'investissement (ARCI). La réunion inaugurale du Comité de coopération Canada-CE en matière de

réglementation a été la première étape vers la mise en œuvre du Cadre de coopération en matière de réglementation adopté en décembre 2004. Ce cadre encourage un plus grand dialogue, la transparence et l'échange d'informations afin de renforcer la coopération en matière de réglementation, de faciliter le commerce et l'investissement et de promouvoir la compétitivité et l'innovation.

Les autorités réglementaires du Canada et de la CE dans de nombreux secteurs ont déjà établi de bonnes relations de travail. La reconnaissance des équivalences en vertu de l'Accord Canada-CE sur les normes vétérinaires conclu ce printemps, par exemple, illustre l'utilité possible de cette coopération. Le nouveau cadre favorisera une coopération fructueuse dans d'autres domaines d'intérêt mutuel.

Le Canada et l'UE s'engagent également à conclure rapidement les négociations relatives à l'Accord Canada-CE sur la sécurité de l'aviation civile. Cet accord étayera l'expansion rapide de nos relations commerciales en matière de matériel, de produits et de services aéronautiques.

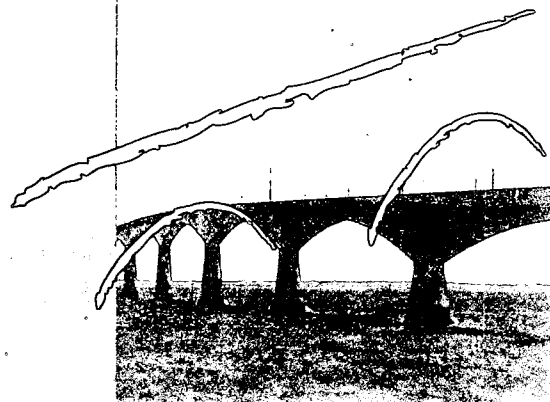
L'UE a informé le Canada de la nécessité d'aligner les accords bilatéraux sur les services de transport aérien conclus entre des États membres de l'UE et le Canada sur la législation communautaire en négociant un accord "horizontal", qui constituera la première étape de l'amélioration des relations entre les deux parties dans le domaine de l'aviation.

Nous avons rappelé que les mesures qui facilitent les voyages, en particulier à des fins d'affaires et de tourisme, sont des stimulants économiques importants, sans négliger les exigences relatives à la sécurité des frontières. L'UE et le Canada s'engageront dans un dialogue sur la dispense de visas pour les séjours de courte durée pour les citoyens de tous les États membres de l'UE et du Canada voyageant entre ces pays. Les progrès de ce dialogue feront l'objet d'un rapport d'ici le prochain Sommet.

b4223913 (E)  
b4223962 (F)

DOC  
CA1  
EA442  
2005D21  
EXF

canadaeuropa



June 19, 2005  
Niagara-on-the-Lake  
Canada

# Canada-European Union Summit Joint Declaration

AVML/DOC CVI

19 June 2005

b 422 3913(E)  
b 422 3962(F)

Dept. of Foreign Affairs  
Min. des Affaires étrangères  
AOUT 13 2009  
Return to Departmental Library  
Retourner à la bibliothèque du Ministère

**CANADA-EUROPEAN UNION SUMMIT**

**JOINT DECLARATION**

**Niagara-on-the-Lake, Canada**

We, the leaders of Canada and the European Union (EU), met today in Niagara-on-the-Lake to build on our existing and excellent cooperation and enhance our partnership.

Our partnership is strong. Ours is a long-standing, healthy and dynamic relationship founded on the common values of political pluralism, democracy, rule of law, human rights and gender equality, and shared interests such as encouraging the development of effective multilateral institutions and a free trading, rules-based global economy.

We are also encouraged by the renewed spirit of cooperation that has re-energized transatlantic relations and fostered a positive, pragmatic working climate, enabling all members of the transatlantic community to set aside their differences and consult productively on a number of difficult issues.

**The Canada-EU Relationship**

Canada and the EU both place great importance on this relationship. We have each recognized the other as a strategic partner in recent statements – Canada’s International Policy Statement of April 2005 and the EU’s European Security Strategy of December 2003. It is also manifest in the Partnership Agenda we endorsed at our last Summit in March 2004.

The 55 joint initiatives therein speak to the vitality of our relationship and drive Canada-EU collaboration in five key areas: international security and effective multilateralism, global economic prosperity, cooperation on Justice and Home Affairs (JHA), cooperation on global and regional challenges, and fostering closer links between the people of the EU and Canada. Our cooperation together under the Partnership Agenda over the past 15 months has resulted in excellent progress in all of these areas, notably on security and economic issues.

We welcome the conclusion of our negotiations on an Agreement on the Processing of Advance Passenger Information and Passenger Name Record (API/PNR). The Agreement offers a concrete example of our shared commitment to enhancing security while protecting human rights and fundamental freedoms and we look forward to obtaining formal approval of this Agreement in coming months.

We also welcome the conclusion of negotiations on an Agreement Establishing a Framework for the Participation of Canada in EU-led Crisis Management Operations.

We have completed the first round of formal negotiations on a Trade & Investment Enhancement Agreement (TIEA) to expand our trade and investment with one another. The Agreement is

18-888-982 (F)  
18-888-980 (F)

19 June 2005

designed to focus on the main non-tariff related challenges and opportunities of the Canada-EU relationship and will respond to the needs of our respective business communities by addressing priorities they have identified, including the growing importance of regulatory cooperation and investment, services, government procurement, intellectual property rights and trade facilitation. We look forward to the next round of negotiations in early fall 2005.

We will work to renew, reinforce and broaden the scope of the current Agreement Renewing a Cooperation Program in Higher Education and Training, notably through the addition of cooperation in the field of youth, to strengthen academic cooperation and transatlantic exchange between our citizens.

We re-affirm our commitment to working closely together on the following issues facing the international community:

### **Effective Multilateralism**

A primary focus of the wide-ranging and growing Canada-EU agenda of cooperation on global issues is the promotion of a reinforced and effective multilateralism which puts results ahead of process.

We remain committed to a rules-based multilateral system with the United Nations as its central organ. This system embodies fundamental values the realization of which is essential to the security and well-being of our peoples and those of the entire world.

In this context, we welcome the report of the Secretary-General of the United Nations "In Larger Freedom" and its emphasis on the fact that development, security and human rights are interdependent. We express our commitment to seeing as many as possible of the proposals contained in this document enshrined in a comprehensive set of decisions by world leaders at the United Nations Summit in September 2005. We will work together to achieve this goal.

We strongly endorse, amongst other priorities, the recommendation of the United Nations Secretary General that leaders embrace the "responsibility to protect" as a basis for collective action against genocide, ethnic cleansing and crimes against humanity. We look forward to seeing these principles reflected in the decisions of the UN Security Council.

We emphasize that the state bears the primary responsibility for protecting civilians, but where the state is unable or unwilling to provide such protection, or where the state is itself the perpetrator, the international community has a responsibility to act, based on generally recognized criteria.

We further support the Secretary-General's recommendation that the Security Council adopt a resolution setting principles to guide its future decisions regarding the use of force.

We strongly support the creation of a Peace Building Commission, which fills a clear gap in the UN system, and can bring significant progress in the context of the management of post-conflict situations and prevention of resurgence of conflict.

We strongly support the strengthening of the UN human rights mechanisms, including the Office of the High Commissioner for Human Rights and the treaty bodies, and the creation of an effective, legitimate and credible Human Rights Council.

We are also supportive of the proposal to enhance efforts regarding the financing of development.

### **International Security and Crisis Management**

A convergence in our perceptions of the pre-eminent challenges to international security, including terrorism, the threat posed by the proliferation of Weapons of Mass Destruction (WMD), failed and failing states, gross and large-scale violations of human rights, organized crime and poverty, together with our shared support for effective multilateralism and the primary responsibility of the UN for the maintenance of international peace and security, has prompted Canada and the EU to cooperate extensively in managing both global threats and regional crises.

In the context of our joint efforts to counter the global threat of terrorism, we are united in our support for UN activities in this field. We call on all UN member states to ratify the existing conventions on terrorism and hope for conclusion of the Comprehensive Convention on International Terrorism as soon as possible. The EU and Canada will work together to provide counter-terrorism capacity building assistance (including training, technical and legal assistance) to other states that require resources and expertise to prevent and respond to terrorist activity.

Canada and the EU work closely together in a number of regions in the context of various international crisis management missions. We both welcome Canadian participation in the EU civilian and military crisis management operations in Bosnia Herzegovina and the Democratic Republic of Congo.

Canada's active involvement and continuing desire to participate in such missions has led Canadian and EU leaders to conclude negotiations on an Agreement Establishing a Framework for the Participation of Canada in EU-led Crisis Management Operations. The Agreement sets out a legal framework detailing the terms and conditions for Canada's participation in both current and future EU-led crisis management operations. The Agreement will be submitted for formal approval in coming months.

## **Regional Issues**

### **i) Sudan/Darfur**

Both Canada and the EU are deeply concerned about and engaged in addressing the current crises in Sudan. Our cooperation in supporting UN, Red Crescent/Red Cross Movement and NGO efforts to deliver humanitarian assistance to the people of Sudan and in supporting the African Union Mission in Sudan (AMIS) and peace efforts is unprecedented. We have worked in coordination for many years with all parties to the conflicts in Sudan and with the international community to bring about sustainable peace and reconciliation.

We reaffirmed our commitment to supporting the comprehensive peace agreement ending the southern civil war, as well as the post-Naivasha agenda with a view to promoting a democratic and inclusive solution. On Darfur, we reiterated our support for the African Union (AU) led peace talks in Abuja. We underlined our strong commitment to assist the AU's ongoing efforts to expand AMIS over the coming months through significant new contributions in addition to our ongoing efforts

We remain committed to working together to end the violence in Darfur, to supporting sustainable peace efforts in the South, and to bringing about the just and lasting peace we believe is essential to resolving the political conflicts that have caused so much suffering throughout Sudan.

We continue to urge all parties to the Darfur conflict to negotiate a peaceful settlement and to refrain from the violations of human rights and international humanitarian law that continue to endanger civilians, including the persistent acts of sexual and gender-based violence perpetrated against women and girls. We are deeply concerned by the ongoing harassment of humanitarian organizations. We further urge all the Sudanese parties to cooperate with the International Criminal Court in accordance with UNSCR 1593.

### **ii) Afghanistan**

While recent progress has been encouraging, Canada and the EU recognize that the challenges confronting Afghanistan remain considerable and that reconstruction demands the international community's sustained and full engagement. In our discussions today, we agreed on the need to support upcoming parliamentary and provincial elections, and welcomed the EU decision to deploy an Election Observation Mission. We welcomed the recent announcement that a Canadian-led Provincial Reconstruction Team (PRT) will be deployed to the southern city of Kandahar in August 2005. This will complement the PRTs led by EU Member States in the North and West of Afghanistan.

We agreed that we need to work together to support Afghan efforts to establish post-election benchmarks which move beyond initial stabilization and electoral issues to incorporate longer-term development areas such as private sector development, institution building, development of infrastructures and social policies with a strong emphasis on the accelerated integration of refugees and internally-displaced persons. We pledged to cooperate in our efforts to extend the



authority of the Afghan central government beyond Kabul, pursue counter-narcotics, support transitional justice and the strengthening of the rule of law and promote and protect human rights, including women's rights, in Afghanistan.

**iii) Middle East Peace Process**

Canada and the EU are committed to helping the parties take advantage of current opportunities to achieve a fair, lasting and negotiated peace leading to a two-state solution. We look forward to a full, complete and coordinated Israeli withdrawal from Gaza and parts of the Northern West Bank in a manner consistent with the Road Map. We urge the parties to respect their commitments and to refrain from unilateral actions that could prejudice final status issues. We welcome and encourage President Abbas' steps to prevent violence and implement security reforms. While remaining concerned by the lack of economic opportunity for Palestinians, we welcome and support the mission of Quartet Special Envoy Wolfensohn. Canada and the EU are working together to help build the capacity of the Palestinian Authority to promote security, good governance and economic development in the West Bank and Gaza, including private sector development and job creation. Canadian participation in the successful EU Election Observation Mission to observe the Palestinian Presidential elections in January is one example.

**iv) Lebanon**

Canada and the EU note Syria's recent withdrawal of its troops from Lebanon and the impending return of the United Nations verification team to the country. We fully support the work of the UN Secretary General and urge all parties to fully implement UNSCR 1559. We jointly support the independent commission of inquiry in its efforts to identify those responsible for the murder of former Prime Minister Hariri so that they may be brought to justice. We condemn the continuation of political assassinations in Lebanon and are deeply concerned about their politically destabilizing impact. We deplore actions at the Israeli-Lebanese border which risk escalating the violence in the region. We are supporting the ongoing Lebanese parliamentary elections where Canadian observers have joined the EU Observation Mission.

**v) Iran**

Canada and the EU, together with other partners continue to work very closely on measures to address the proliferation threat posed by Iran's nuclear program. We support the EU's efforts to negotiate with Iran a long-term arrangement, which will provide objective guarantees that Iran's nuclear programme is for exclusively peaceful purposes. We underline the importance of continued suspension by Iran of all uranium enrichment-related and reprocessing activities as agreed in the Paris agreement. Canada and the EU also reiterate the necessity that Iran cooperate fully with the International Atomic Energy Agency (IAEA) and calls on Iran to ratify the Additional Protocol of the IAEA.

Canada and the EU call on Iran to promote the rule of law and improve respect for human rights, particularly with regard to democracy, freedom of expression and the media, judicial independence and the treatment of religious and ethnic minorities. We share concerns about arbitrary detention and the treatment of prisoners.

**vi) Iraq**

The EU and Canada look forward to the International Conference on Iraq which will take place in Brussels on June 21-22 and which will provide a forum for the Iraqi Transitional Government to present its priorities, vision and strategies for the transition period in the three fields outlined in UNSCR 1546: the political process, economic challenges and reconstruction, issues related to the rule of law and public order. We welcome this opportunity for the international community to express its support for the Iraqi Transitional Government and its institutions.

We are confident that the Brussels conference will generate positive momentum for the crucial months ahead, as Iraq moves forward with the drafting of a constitution and election of a constitutional government. Reconstruction is another essential element of a stable and democratic Iraq. Both the EU and Canada agree on the need to make the multilateral reconstruction channels more effective, to enhance donor coordination, to bring a strong Iraqi voice to bear on determining reconstruction priorities, and to encourage a broader base of contributions. The Brussels conference as well as the forthcoming meeting of the International Reconstruction Fund Facility for Iraq will be important opportunities to promote these principles.

**vii) Haiti**

Canada, the EU and Member States are making important contributions in aid, including through joint projects, and police and military personnel to the UN mission to help re-establish security and stability and foster long-term reform and reconstruction in Haiti. We are concerned, however, by the deteriorating security situation on the ground, and believe that it is imperative that the UN security presence be strengthened, particularly in this critical period leading up to the elections this fall. We agreed today that we are committed to remaining involved in Haiti over the long term and are determined to help Haiti hold elections in the fall as planned and establish strong democratic governance. It is however essential that the disbursement of pledges made by members of the international community at the July 2004 Washington conference be made in a timely manner.

**viii) Burma/Myanmar**

With this day marking the 60<sup>th</sup> birthday of Burma's pre-eminent champion of democracy and Nobel Laureate Daw Aung San Suu Kyi, Canada and the EU call for her immediate release, together with all political prisoners in Burma/Myanmar. We also call on the government to enter into a genuine dialogue with all parties concerned, in particular the National League for Democracy and ethnic representatives, with the aim of reaching a lasting political solution to the situation in Burma/Myanmar. We express strong concern about the continued lack of genuine progress toward respect for human rights in Burma/Myanmar.

**Climate Change and the Management of the Global Commons**

Canada and the EU are committed to better management and protection of the Global Commons.

Climate change is one of the greatest challenges facing the world. We share a joint commitment to improving our understanding of climate change science, to promoting energy efficiency and the development and deployment of clean and renewable energy technologies and resources, and to taking action to reduce greenhouse gas emissions. Canada and the EU welcome the priority to be accorded to climate change at the upcoming G8 Summit in Gleneagles, Scotland.

Today, we reaffirmed our commitment to meeting our obligations under the Kyoto Protocol during the period 2008 – 2012 and also agreed to intensify our discussions on the shape of the international climate change regime beyond 2012. In this context, we emphasized the importance of the United Nations Climate Change Conference: Montreal 2005 in moving forward this international process. We will work together during Canada's Presidency of the UN Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) Conference of the Parties to make progress on building an international consensus for the future climate change regime.

Certain fish stocks continue to decline worldwide and we agree that all countries must commit fully to the sustainable use of fisheries resources if we are to make real progress on this issue and reverse this trend. Canada and the EU will continue to ensure that all fishing vessels effectively respect and comply with conservation measures adopted by regional fisheries management organizations. Canada and the EU will continue their productive cooperation in the Northwest Atlantic Fisheries Organization (NAFO).

We reiterated the commitments made in the St. John's Declaration that emerged from the recent Ministerial Round Table held during the conference on International Fisheries Governance hosted by Canada in St. John's, Newfoundland & Labrador from 1-5 May 2005.

### **Northern Dimension**

Canada and the EU recall our shared interests and concerns in the North, as expressed in our Joint Statement on Northern Co-operation of 1999 and our Partnership Agenda of 2004. We have already co-operated in the Arctic on sustainable development and environmental protection. We agreed today that we also need to work closely on Northern issues with the Russian Federation, making full use of the existing structures for dialogue in this field.

### **Transatlantic Economic Cooperation**

Canada and the EU are key trading and investment partners driven by a shared belief that the liberalization of trade and investment plays a major role in stimulating global growth and prosperity.

Consistent with this belief is our mutual commitment to bringing the WTO Doha Development Agenda (DDA) negotiations to a successful conclusion. We pledged today to work diligently on a fair and market-oriented trading system for agriculture through a programme of fundamental reform, on delivering real market access improvements in non-agricultural trade and on services, on developing clearer, more predictable trade remedy disciplines and on the intensification of

efforts on trade facilitation. We agreed on the need to make concrete progress on the development dimension. We agreed that we are concerned with the pace of negotiations in Geneva and strongly support high-level engagement to accelerate the momentum of discussions and to ensure the success of the 6<sup>th</sup> Ministerial Conference in Hong Kong in December 2005.

We are exploring a number of avenues for enhancing our bilateral economic partnership beyond our ongoing negotiations of a Trade and Investment Enhancement Agreement (TIEA). The inaugural meeting of the Canada-EC Regulatory Cooperation Committee marked the first step toward implementation of the Framework on Regulatory Cooperation adopted in December 2004. The Framework encourages greater dialogue, transparency, and information exchange to enhance regulatory cooperation, facilitate trade and investment, and promote competitiveness and innovation.

Canadian and EC regulators in many areas have already established good working relationships. The recognition of equivalencies under the Canada-EC Veterinary Agreement reached earlier this spring, for example, demonstrates the potential value of such cooperation. This new Framework will encourage successful cooperation in other areas of mutual interest.

Canada and the EU are also committed to an early completion of negotiations on the Canada-EC Agreement on Civil Aviation Safety. This agreement will support our rapidly growing trade and business relationship in aeronautical equipment, products and services.

The EU side informed the Canadian side of the need to bring existing bilateral air services agreements between EU Member States and Canada into line with Community legislation through the negotiation of a "horizontal" agreement as a first step towards enhancing aviation relations between both sides.

We recalled that measures which facilitate travel, in particular for business and tourism purposes, are important drivers for the economy, while bearing in mind border security requirements. The EU and Canada will engage in a dialogue on visa-exempt travel for citizens between all EU Member States and Canada for short term stays. The progress of the dialogue will be reported by the time of the next Summit.